

Le devoir d'“employabilité” ou l'esprit mortifère du salariat contemporain

En période de crise, ce qui est souhaitable n'est pas possible et quand cesse la crise, ce qui est possible n'est plus souhaité.

La norme du plein-emploi stable et le précarariat

Il y a quelques années encore, le chômage endémique qui frappait les pays industrialisés avait laissé croire que nous assistions, plus qu'à une perturbation conjoncturelle du marché du travail, à un déclin de la société de plein emploi. Il semblait que l'emploi lui-même se raréfiait de sorte que, durant toute une période, l'échec des politiques en sa faveur avait longtemps laissé les experts et les politiques perplexes, et déprimé les populations les plus vulnérables. En même temps, des débats radicaux fleurirent, mettant en question la place du travail dans une société désormais incapable d'en garantir l'accès à une part croissante de citoyens.

De nombreuses analyses de la situation existante et des perspectives présageant d'un monde post-capitaliste ont montré que les incessantes restructurations du mode de production - compte tenu des bouleversements technologiques amenant à une spectaculaire déqualification de l'emploi industriel notamment¹ - programmaient à plus ou moins long terme un désœuvrement partiel des populations, qui n'en continuent pas moins d'espérer le rétablissement d'une situation normale. Des débats multiples mirent également en question la notion de plein emploi, autrement dit la centralité du travail dans les sociétés hyper industrialisées. Des perspectives incitèrent à concevoir un rééquilibrage entre le temps de vie et le temps de travail, ouvrant du coup à la possibilité de “libérer” les activités sociales et culturelles des obligations salariales du travail dit productif. D'autres, prenant acte du développement de la précarisation, consécutive à la répartition de la pénurie de travail, proposèrent d'instaurer d'autres modes de redistribu-

tion des revenus du travail ; les plus audacieux, d'instituer un revenu minimum inconditionnel d'existence pour pallier les effets redoutés d'un système planifiant la disqualification sociale².

Ces perspectives étaient, il y a encore quatre ou cinq ans, à l'ordre du jour des débats sociaux. Aujourd'hui, il n'en est rien. La timide reprise économique mondiale de ces dernières années (à laquelle succède une nouvelle récession) avait été marquée par une tendance à la baisse des chiffres du chômage dans les pays industrialisés. (Notons que depuis quelques mois la France et l'Allemagne, pour ne parler que de l'Europe, connaissent une nouvelle flambée du chômage). En France, l'amélioration relative de la situation générale de l'emploi sous le gouvernement de la gauche plurielle a fait table rase des débats qui ébauchaient les fondements d'une émancipation du salariat. Ils apparaissent aujourd'hui bien incongrus du fait de la confiance restaurée dans le modèle socio-économique dominant (sur les raisons de cette occultation, je renvoie le lecteur à l'entretien avec Alain Caillé dans ce même numéro). En 1999, une simple embellie des indicateurs de croissance et de l'emploi ont suffi pour nourrir un enthousiasme que beaucoup jugeront hâtif, mais qui a remis, dans la plupart des pays européens, l'objectif du plein emploi à l'ordre du jour.

Mais, alors que le chômage baissait, la précarité dans le même temps n'a cessé d'augmenter. Aujourd'hui, les statistiques qui banalisent cette précarité amènent à s'étonner que, dans les pays dits riches et relativement privilégiés, nous en soyons arrivés à ce que les victimes de “la fracture sociale” - euphémisme pudique et jadis à la mode - se soient finalement résignées à leur *handicap*. Quant aux revendications sociales, elles se bornent à réclamer le relèvement annuel des salaires menacés par la flexibilité, la dérégulation du droit au travail, les atteintes multiples au droit social et le démantèlement aussi méthodique que camouflé des missions sociales de l'état. La défense de l'emploi est devenue une revendication

légitime dans le contexte des licenciements massifs qui émaillent l'actualité. Comme le remarque Serge Paugam, *"la multiplication des emplois périphériques et la montée régulière de l'insécurité salariale ne remettent pas en question l'emploi stable comme norme majoritaire à partir de laquelle les salariés continuent à se référer. Si cette norme devient plus difficilement accessible, elle devient en même temps à la fois l'expression de très fortes inégalités sociales et un enjeu de luttes entre salariés"*³.

L'époque a réussi à persuader la grande majorité qu'il est préférable d'occuper un emploi - fut-il précaire - que pas d'emploi du tout. Si, en période de chômage, l'emploi préunit plus que jamais de la déchéance, il ne représente tout au plus que l'assurance d'un avenir réduit au nécessaire. A partir de là, toute perspective autre que celle d'assurer le nécessaire devient politiquement irrecevable. Les revendications sociales se moulent ainsi dans une raison toute rassotée dont les calculs expriment la peur de la précarité et du travail discontinu. Cette peur débouche à la suite sur un consensus qui considère la stabilité de l'emploi comme le seul rempart à l'insécurité salariale.

Mais l'implantation durable de la précarité n'est jamais présentée bien sûr comme une construction sociale délibérée, induite par des politiques économiques libérales qui, par ailleurs, si elles n'avaient été entravées par la contestation des mouvements sociaux ou syndicaux, auraient eu d'ores et déjà des effets autrement plus redoutables. Au contraire, on essaie de convaincre que la précarité est le lot d'une mutation des économies nationales sommées de devenir



Philippe Lopparelli / Tendances Floues

transnationales et compétitives. L'insalubrité de l'emploi caractériserait donc une phase de transition, le temps que les entreprises se mettent sur les rails de la modernité. Après cela, la croissance restaurera tout naturellement le salarié dans des prérogatives que lui rognent des temps de crise sporadiques.

En réalité, le précaire est le destin tout tracé de celui qui a pour obligation de travailler à un prix qu'il ne peut plus négocier qu'avec honte, parce que, avoir un emploi, est un privilège dont seul un insensé pourrait se détourner. Ce sont là - direz-vous - de redoutables mensonges qui visent à asseoir le règne des employeurs et à plier le sort de tous les employés. Plus que des mensonges pour sauver tant bien que mal une cohésion sociale dont l'implosion hante

l'époque, je dirais que nous avons là l'imposition de la vérité inclémente du travail que l'on a ou n'a pas.

En effet, la question du travail pour l'individu se résume, aujourd'hui, à l'ensemble des moyens qu'il est capable de mobiliser pour se procurer un emploi. L'emploi devient une fin en soi et la raison suffisante de l'existence sociale. En conséquence, le débat sur la finalité du travail dans sa conception non-utilitaire, est relégué dans l'inanité des rêves adolescents et des utopies risibles. La dure réalité des buts de guerres économiques coïncide peu à peu avec les buts de vie eux-mêmes à l'échelle individuelle ou collective. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que *la question du sens* paraisse désirable au moment même où elle laisse sans voix. Quant aux autres, et pour reprendre Nietzsche, l'interrogation "comment vivre?" a remplacé cette autre question "pourquoi vivre?". L'inconvénient est que beaucoup imaginent qu'en répondant à la première, ils ont répondu à la seconde.

Cet ancrage des mentalités dans la sacro-sainte valeur de l'emploi stable tient donc exclusivement lieu du rapport au travail. En conséquence, l'attitude critique qui, jusque dans les années 70, considérait la division de la production comme un processus d'aliénation réduisant l'humain au "bestial" selon le mot de Marx, a cédé le pas, du côté de la masse salariale, à la défense de droits sociaux conditionnés par l'accès à l'emploi salarié⁴. Les conquêtes sociales sont dès lors absentes du débat politique. Elles sont assimilées à des archaïsmes *gauchisants* dont serait revenue une masse salariale qui peine déjà suffisamment à maintenir les acquis sociaux pour qu'on lui fasse grâce de réflexions concernant la société post-salariale ou l'avènement d'une société du temps libéré, qui sont bien éloignées de ses préoccupations immédiates.

Or, la dénonciation de la condition salariale a longtemps été à l'ordre du jour des mouvements syndicaux antérieurs qui considéraient l'exploitation, c'est-à-dire le détournement et l'appropriation privée des fruits du travail humain, comme une réalité plus inacceptable encore que la misère. Le travail salarié a longtemps symbolisé pour les ouvriers la ruine de leur créativité et de leur savoir-faire. L'efficacité fonctionnelle du système productif excluait la créativité du travail. Rappelons-nous que la CGT, jusque dans

l'après-guerre, prônait l'abolition du salariat.

Aujourd'hui, la situation de défense de l'emploi à laquelle les salariés sont acculés, obligent ces derniers à souscrire à cette même condition salariale, dont la perpétuation représente dès lors leur seule espérance. Le leader d'une grande centrale syndicale française qui ne passe pas pour la plus modérée, déclarait clairement que le rôle "moderne" des partenaires sociaux consiste sans équivoque à obtenir la redistribution des profits des actionnaires vers les salariés. Voilà pour *la question du sens* qui feint de se rendre souvent plus radicale qu'elle ne l'est en réalité.

La dimension culturelle de la guerre économique (us et coutumes)

Le contexte dans lequel cette addiction à l'emploi se développe est celui de la guerre économique. Cette guerre ne fait pas de morts visibles comme en Irak mais elle est, pour autant, loin d'être une simple métaphore. Elle produit en nombre des morts-vivants et des êtres en souffrance, quand elle n'entretient pas des fantômes traînant l'ombre de ce qu'ils auraient aimé être si la vie leur avait réservé un meilleur sort. Seuls les imbéciles heureux tirent leur épingle du jeu en courant après les clichés désolateurs et éculés d'un bonheur à portée de bourse, exaucés parfois par des réussites minimales qui ne brilleront toutefois jamais de l'éclat insondable que William Blake percevait dans les yeux du tigre. Cette guerre considère chaque individu comme une ressource que les plaisirs de la consommation sont justement censés ressourcer.

Dans le cadre du travail, on exhorte les salariés à se convertir en commerciaux. On exerce sur eux toutes sortes de pressions. *Le harcèlement moral* dénoncé par certains syndicats révèle la tension extrême à laquelle ces derniers sont soumis. On les exhorte à faire du chiffre et du bénéfice. La rentabilité devient un credo absolu. Les salariés doivent adopter des méthodes inavouables destinées à la manipulation sans limite du client qu'il faut pigeonner sans relâche. Le travail légal devient d'une telle immoralité qu'il les laisse dégoûtés de devoir gagner leur vie en pourrissant celle des autres. Et nul doute que pour échapper à ce cloaque, où le contrôle et la suspicion valent pour

tout rapport humain, les salariés de plus en plus nombreux se feront bientôt *marrons* (au sens créole du marronnage), désertant un univers qui ne vaut pas de tels sacrifices. Des salariées font aujourd'hui des enfants parce que le congé maternité représente pour elles le seul recours pour échapper au travail. Même si on est en droit de concevoir meilleure échappatoire au salariat que la reproduction sexuée, imaginez quand même tous ces enfants qui n'auront pas été désirés et dont la plupart seront à leur tour voués à un travail qu'ils n'auront pas voulu !

Cette soft war façonne les mœurs sociales, les modes d'agir et de penser de tous ceux qui ne parviennent pas à réchapper aux sortilèges des avatars managériaux. Elle instille entre les hommes une compétitivité aride et infructueuse qui les conduit à avorter de leur propre désir pour ne désirer qu'un désirable uniformisé par des pratiques de consommation compulsives. Cette guerre, qui est devenue la priorité des grandes entreprises (la situation des PME est bien sûr différente), lie les destinées humaines aux calculs des opérations profitables et à la financiarisation croissante de l'économie. C'est une grande curée de prétendus gagnants, s'arrachant des parts de marché plutôt que de se partager la part du diable, et qui ont en commun d'avoir le jeu en horreur. Cette agressivité se pare d'un rationnel valorisant, telle la fleur vénéneuse fait respirer à chacun le parfum d'une modernité inéluctable. Entre l'intégration ou l'exclusion, la normalisation ou l'abjection d'une vie réticente à l'effort, la participation au patriotisme économique ou la relégation dans les zones de la liquéfaction statutaire et de l'anonymat social, le citoyen "responsable" a tôt fait de choisir.

De plus, les préceptes de la compétitivité sont moins déversés par la politique que par les talk et reality shows télévisuels qui en colportent les modèles, comblant les besoins geignards et la joie blanche et dentée d'adolescents à qui l'on délivre des certificats de star périmés dès l'émission suivante. Et puisque l'égoïsme avance toujours camouflé, il appartient à chacun de se sentir concerné par l'intérêt supérieur, tantôt de son entreprise ou de son pays, tantôt de sa mafia ou de son clan, selon que l'on a chu du bon ou du mauvais côté. Chacun doit prendre part à l'effort de guerre qui autorise les riches à exiger des pauvres qu'ils fournissent des efforts similaires à ceux qu'ils

déploient eux-mêmes pour défendre ou accroître leurs intérêts; aussi dérisoires soient les intérêts des riches comparés à ceux des plus démunis pour lesquels survivre une année de plus relève d'une performance méritoire que la création prochaine des Jeux Olympiques du Grégarisme en 2005 se devra d'homologuer. En période de guerre, les intérêts privés usurpent le prestige de l'intérêt général; aussi en matière de revendications sociales, il convient de "se serrer les coudes".

Le mental du gagnant est méthodiquement exalté afin que des pays comme la France reformulent la question sociale avec moins de "rigidité". Les mass médias s'appliquent à résigner les populations à une globalisation à la remorque de laquelle la politique essaie tant bien que mal de tirer son épingle du jeu auprès d'électeurs déboussolés qu'il faut constamment rassurer. Quoi qu'il en soit, et comme le disait Le Mômô, l'économie n'a pas besoin d'ouvriers et de producteurs, mais de soldats, et de préférence de e-soldats. Un certain nombre de précautions élocutoires visent à présenter cette guerre comme une opportunité pour chacun de travailler à sa propre promotion sociale. Il faut imaginer pour cela une propagande comparable à celle mise en place par Silvio Berlusconi en Italie, capable de gonfler la

EXCLUS

ESCLAVES

Les leucémies foudroyantes et les tumeurs malignes convulsèrent 500 millions d'humaine sapience en moins de dix ans: brachiporose, pédotaraxie, icheplacthylème, isolactose, cochonaillesyndrome, boufficonfitaline de Duval-feldspath, l'anusale du Père Goriot, l'ulcère de Donald, la céphallophyrène, la pétophagie dispersive - les pathologies pétulaient sur terre comme les bestiaux dans l'arche de Noé. (Y. G.)

confiance dans les vertus de la société de production et de consommation de masse dont les visées se confondent désormais avec le bien public, l'état et la pratique du pouvoir.

Il faut, enfin, forcer l'adhésion au libéralisme sans en faire un dogme ou une idéologie, mais l'expression même du rationnel ou d'un naturel social dignement hérité d'Adam Smith. Ce dernier discernait dans la sélection naturelle la modélisation exemplaire d'un capitalisme primitif et autorégulé, transférable aux organisations humaines. C'est à ce titre que le néolibéralisme actuel se défend d'être une idéologie. Au contraire, il est naturel comme un yoghourt bio. Et se battre contre le naturel, c'est démentir le rationnel, et lutter contre le rationnel, c'est rien moins que de reprocher aux mathématiques d'être ce qu'elles sont : si cela s'avère parfois suicidaire, c'est à coup sûr illogique.

Le problème de la désaliénation

Mon propos, ici, n'a pas pour objectif de prophétiser, en s'appuyant sur la prévision économique, un nouveau fléchissement de la courbe de l'emploi qui conduirait à une nouvelle dégradation de la situation sociale propre à réveiller les ardeurs des citoyens en mouvement. Je veux surtout insister sur le rapport actuel au travail/emploi dans le contexte d'une précarisation qui gagne du terrain avec ses conséquences dévastatrices, parce que la peur d'être privé d'emploi rejoint celle de manquer de tout. Je préciserai maintenant la teneur de ce travail/emploi auquel je me suis référé à plusieurs reprises.

L'humidité est préférable à l'humilité. De la même manière, la panité nourrit mieux son homme que la vanité. Le jeu de mots, s'il sait se faire rare, nous résout, en nous faisant rire, à préférer le non-sens au oui-sens. Si le langage ne signifiait quelque chose qu'en référence au monde, il nous faudrait être dieu pour savoir de quoi on parle. Sans le plaisir de dire ou le plaisir du texte, la vérité tombe en flaque. Le mensonge bon à dire vaut plus que toute vérité pénible à énoncer. Le jeu de mots rejoint les jeux de vilains ou l'encloquage grammaticale. Le plaisir du sexe décline le masculin et le féminin des mots, voire l'androgynie de certains d'entre eux que la pudeur a voué au genre "neutre". (Y. G.)

Quand on évoque aujourd'hui le travail, c'est essentiellement en référence à "l'emploi salarié". La critique marxiste du capitalisme, sous l'angle de l'aliénation, a perdu de sa force, émoussée par l'avènement d'une société de consommation succédant à la société de production qui a caractérisé une nouvelle étape du capitalisme durant le vingtième siècle. Comme le rappelle André Gorz, afin de juguler les luttes sociales générées par la nature oppressive de la division du travail, une des évolutions du capitalisme pour se survivre l'a amené à proposer aux salariés *des compensations hors travail* aux contraintes que ceux-ci enduraient durant le temps de travail. Ceci, par un octroi de temps libre (diminution du temps de travail), de pouvoir d'achat moyennant l'acquisition de biens de consommation (hausse des salaires d'ailleurs chère-

ment acquise)⁵. Bref, il fallait rendre au salarié sa condition supportable par ces réparations que sont les gratifications salariales, atténuant à leurs yeux l'ampleur du sacrifice de leur vie aux grandes machines productrices de richesses.

Ces considérations faites, et sans pour autant faire allusion à une essence ahistorique du travail, il faut néanmoins discerner la valeur anthropologique du travail des formes contractuelles qu'il emprunte aux différentes périodes de l'histoire. Cette valeur du travail qu'on peut rapporter aux activités humaines créatives, et que les Grecs appelaient "poïésis", exprime le sens que revêt singulièrement pour chacun le fait d'œuvrer, de produire, c'est-à-dire d'accomplir, par une dépense d'énergie, un acte qui nous dérobe à l'inertie de la non-activité, à l'entropie, à l'attente de la



Philippe Lopparelli / Tendance Floue

mort, à l'ennui, à la fatigue et à l'angoisse ; un acte par lequel l'individu effectue une puissance de vie génératrice de créativité. Ce sens intime de l'activité humaine qui peut devenir travail ou, au contraire, être marginalisé comme non-travail, obsède le désir de beaucoup. Il se différencie du travail salarié dont le motif est inséparable de la rétribution monétaire, même s'il ne s'y réduit jamais totalement, bien qu'il est indéniable que demander à quelqu'un s'il a ou non un bon travail, c'est sous-entendre s'il perçoit ou non un *bon* salaire.

Mais on peut reprocher à cette manière d'envisager la réalité actuelle du travail d'être elle-même lacunaire parce que partielle. En effet, au plan des mentalités, il est difficile d'opposer d'une façon tranchée et duale le travail auquel on est contraint et celui qu'on choisit librement. En admettant que le but du premier soit la suffisance économique et la satisfaction des besoins solvables sur le marché, et le second - appelons-le provisoirement ainsi - "la réalisation de soi", existe-t-il pour autant de purs liens de subordination au travail, auxquels opposer la réalisation de soi ? Le travail auquel on consent *librement* est-il pour autant affranchi de toute notion de contrainte économique ?

Dans de nombreux cas, on constate que l'ensemble des facteurs qui participent du caractère aliénant du travail, constituent, à notre époque, aux yeux du salarié, la source même de la réalisation de soi. La contrainte au travail en échange d'un revenu est acceptée parce qu'elle n'est que partiellement vécue ou ressentie comme telle. Pour celui que tenaille la faim ou qui est livré à la rue, le salaire est le moyen de survivre. Certes. Mais, en dehors de ces détresses extrêmes, le salaire n'est jamais à lui seul la finalité. Il est toujours le moyen d'autre chose : élever des enfants, fonder un foyer, accroître son pouvoir d'achat en vue de consommer toujours davantage, s'affirmer socialement "existant" à travers une reconnaissance statutaire, une qualification professionnelle ; sans oublier le jeu des rivalités et des rapports de domination ayant trait à la place à laquelle chacun désire s'élever sur l'échelle sociale.

Curieusement, les individus ne trouveraient aucun attrait à la société salariale, et encore moins de motivation à travailler, si la patence des inégalités de revenu et des inégalités sociales qui en découle, n'était au fond la raison principale de leur dévouement à la tâche. Aux États-Unis, on sait parfaitement distiller l'idée que s'enrichir est la plus sûre voie pour n'im-

porte qui de devenir quelqu'un. De même si vous fabriquez n'importe quoi, mais si cela se vend, cela cesse d'être n'importe quoi pour représenter quelque chose. Et si n'importe qui pouvait devenir quelqu'un (dirait l'un des acteurs du film *Les idoles* de Marc'O) sans qu'aucun critère objectif socialement légitimé ne mesure cette excellence sociale à l'aune de la grille des salaires ou de la position statutaire, il y a fort à parier que l'individu ne serait guère stimulé à rejoindre les rangs des salariés.

En conséquence, le principe d'égalité qui veut que chacun, à force d'effort et de mérite, puisse se distinguer de ses semblables, en tant qu'il a *réussi* (au regard de critères de compétences rapportés principalement au quantum d'argent gagné), vérifie ainsi la nécessité de maintenir à la base une inégalité structurante. On ne peut que souligner cette absurdité, à savoir que l'égalité représenterait aux yeux des salariés la ruine de leurs efforts si elle débouchait sur l'effacement définitif des disparités de revenu. Il y a là un cruel paradoxe : si le spectacle de la déchéance économique ne rappelait constamment à l'individu qu'il ne dépend que de lui d'y réchapper, la plupart des citoyens ne trouveraient aucune raison valable de travailler. Travailler est une obligation impérative. Mais cette forme impérative n'a aucune visée morale en elle-même : elle représente pour l'individu le moyen de prendre "l'ascenseur social" par lequel il s'élève au-dessus de ses semblables qu'il s'appliquera à laisser au bas de l'échelle de la valeur. La gratification salariale permet donc à l'individu de sceller son destin à celui des méritants et de jouir secrètement du malheur de tous ceux qui ne parviendront jamais à se hisser à sa hauteur ; malheur sans lequel, le sacrifice qu'il fait de sa propre personne aux normes qui définissent son utilité, ne lui laisserait au fond du cœur qu'un néant et le goût d'une vie perdue. Le bon manager, finalement, est celui qui murmure à l'oreille du travailleur : "Tout ce que tu peux faire de ta vie, c'est de t'employer à défaire celle des autres".

Dans ce sens, être aliéné, c'est littéralement devenir étranger à soi et aux autres. Aussi, se désaliéner consiste à devenir étranger aux valeurs par lesquels (je) et (on) me reconnaît de la valeur. C'est vivre et penser autrement, c'est-à-dire assumer l'héroïsme quotidien qui consiste à être pour l'autre un autre radical, un "barbare" et trouver sa jouissance dans

l'exception culturelle de soi et des autres. Ce n'est pas vomir ou refuser ce que l'on me montre comme étant mon intérêt, m'assignant à un confortable conformisme social, c'est désirer autre chose, devenir capable de faire ce que *je peux* et non ce qu'on m'oblige à faire pour mon bien et que je ne désire pas entreprendre. En ce sens, les individus libres n'ont aucun mérite à l'être, puisqu'ils sont incapables d'adopter un comportement docile. En politique, le tempérament est ainsi plus déterminant que les convictions. Nos actes sont la preuve vivante que nos idées expriment par des mots la tonicité sexuelle de l'animal politique sans fourrure que nous aspirons à devenir.

Le salarié, s'il accepte la contrainte au travail, le fait dans l'espoir d'y réchapper et de se ménager un espace de vie qu'il voudrait exempt de toute contrainte. Paradoxalement, c'est par le travail que l'on se libère du travail, et c'est à la condition de s'y vouer que l'on peut espérer s'y soustraire (cerle vicelard que détaille également Alain Caillé). Le désir qui est le sien de se vouer au désir d'une vie "à lui", qu'il ne peut satisfaire dans l'immédiat, vise alors "un bonheur" toujours différé. Pour y accéder, il doit assurer au présent le nécessaire qui le mettra à l'abri du besoin. Sa raison le lui ordonne en vue d'accéder à ce *bonheur relâchement*, soit du loisir/récréation, soit de la retraite/délivrance. Au nom du différemment perpétuel du devenir soi, il accepte de reconduire un présent insignifiant, même s'il est persuadé que son emploi est aussi le meilleur moyen d'obtenir une autonomie à laquelle il n'a droit qu'en travaillant. Voilà les contradictions qui tourmentent une masse salariale de plus en plus rongée par le malheur.

C'est qu'il n'est pas aisé de résister aux pressions que nous fait subir la société du plein emploi. Elle confère à l'emploi une attraction telle qu'il faut être coriace pour graviter hors de son influence. Toutefois, dans les pays industrialisés où l'obligation de travailler n'a pas pour corrélat la survie impérieuse (quoique!), le travail n'obéit pas à une pure finalité économique. Disons que cette finalité s'inscrit dans un contexte culturel que l'on isole à tort du fait économique lui-même. En vérité, une fois qu'on a gagné sa vie, ce gain est redistribué, réinvesti dans un ensemble d'occupations dont les satisfactions qu'elles procurent, disposent amplement à accepter la négativité du travail.

En conclusion, il n'existe pas de pure subordination au travail dont la finalité serait entièrement motivée par le salaire. A l'inverse, il n'existe pas non plus de travail par lequel se réaliser qui serait étranger à toute notion économique. Même l'activité que l'on accomplit pour soi-même parce que porteuse d'un sens en elle-même comme l'activité poïético-artistique, instaure toujours un rapport d'un certain type à la contrainte économique. A cette différence que, celui qui aspire à se réaliser par un tel travail, subordonne la contrainte économique à cette exigence. Cette attitude exprime certainement la conscience d'une aliénation originaire, dont le fait de la surmonter constitue le sens de la vie poétique. Cette vie arrache peut-être au statut de "vrais" métiers comme ceux dont les parents rêvent pour leurs enfants. Mais elle offre également au poète les ressources d'accomplir "son" métier, lequel ne connaît de qualification à ses propres yeux qu'inqualifiable et de compétences à sa mesure que démesurées.

Arguments pour sortir du misérabilisme (à destination des syndicats et des mouvements altermondialistes)

Quoi qu'il en soit, nous devons constater, aujourd'hui, la prégnance de la culture salariale sur les mentalités. Cette dernière fabrique des illusions qui confondent à la fois les exclus, les chômeurs et les salariés. Parmi elle, une injonction qui consiste à faire de l'exclu du monde du travail à la fois une victime et un coupable. Ce qui paraît tout à fait anodin du point de vue politique se révèle pervers sur le plan psychologique: celui qui n'a plus de travail est une victime, mais on le culpabilise s'il ne consacre toutes ses forces à en retrouver un.

Tant que les victimes se conduisent en victimes, fussent-elles des victimes accusatrices qui réclament ce dont on les prive, cela est audible. Mais si elles formulent des revendications qui dépassent leur aspiration de candidats à l'emploi, cette attitude les condamne au regard de ce que le bon sens prescrit. Ce n'est pas pour rien que le droit au travail recule pour céder la place à un devoir d'employabilité qui le fragilise. Car la satisfaction de ce même droit au travail induit toujours chez celui qui le fait valoir une conduite conforme aux exigences d'employabilité.

Refuser un travail devient obscène, inconvenant, comme s'il y avait une sorte d'ingratitude pour un individu à se réserver encore la possibilité de choisir quand d'autres croupissent dans l'inutilité sociale. Quand cette pression harcèle les plus démunis jusqu'à les ancrer définitivement dans l'univers des emplois sous-qualifiés, elle accule à l'inverse les plus qualifiés à déployer des trésors d'ingéniosité pour se "vendre". On incite aujourd'hui à "savoir se vendre". Le d'hommetique contemporain - dirait Lacan - peut désormais se vendre à un prix qu'il peut parfois fixer lui-même si on a vraiment besoin de lui. C'est là une des conquêtes qu'aurait pu nous envier le Grec Solon en rédigeant ses lois qui protégeaient les esclaves et réglementaient leur servilité.

La deuxième illusion consiste à opposer ceux qui ont un travail à ceux qui en sont privés. Il faut susciter chez les "sans travail" la méfiance ou le ressentiment à l'égard de ceux qui occupent un emploi (la haine larvée du fonctionnaire fonctionnellement à l'abri du chômage sert, à droite, souvent d'argument massue dans ce sens). Dans le même temps, on intime aux salariés qu'il ne leur vienne surtout pas à l'idée de se

EXCLUS-EXCLUS

ESCLAVES

Un buraliste s'extasiait sur mon chien. En partant, le commerçant me livra cette sentence: ah!, quand on voit quelle affection les animaux vous témoignent, on se dit qu'ils valent mieux que les humains.

- Mais les humains au moins ne laissent pas autant de poils sur les canapés, lui répondis-je.

- C'est vrai, et en plus ils lâchent leurs bouses à domicile, on est pas obligés de les sortir pour cette risible besogne, m'accordait-il.

plandre, quand eux ont le privilège de jouir de ce dont les sans travail n'ont pas.

Bien sûr, la population est tout à fait consciente que les chômeurs et les appauvris sont les victimes de situations injustes. Tout le monde a bien conscience que les stratèges de la nébuleuse politico-financière sont peu regardants sur les conséquences sociales de leurs manœuvres. Mais la principale revendication et l'unique réponse à cette situation demeurant l'affirmation du droit au travail, il est inévitable que ce droit soit grapillé au nom du devoir d'employabilité préconisé autant par les agents des forces économiques que par les nombreuses organisations syndicales qui les conspuent: *"Nous voulons du travail, et nous sommes dans nos droits. Puisque nous voulons du travail, respectez nos droits, parce que notre demande est légitime. Nous avons besoin que vous ayez besoin de nous. Nous n'avons d'autre utilité à nos yeux que de nous rendre utiles aux vôtres."* Tout le reste est politique encore une fois, et la politique en ce moment se doit de répondre aux urgences.

C'est pourquoi les inégalités qui minent la planète n'aboutissent le plus souvent qu'à prescrire des mesures d'harmonisation sociales pour ajuster au mieux les contraintes de la mondialisation économiste au sort d'une infanterie sociale toujours à la traîne de la bataille. Il faudrait permettre aux plus démunis de réintégrer les circuits de la consommation en leur facilitant l'accès au marché du travail. La solidarité exige, bien sûr, la gestion des situations d'urgence. Mais la solidarité et l'aménité sont souvent assimilées. La solidarité consiste pour une communauté à souder entre ses membres des liens si forts que la précarité économique n'arrive jamais à les délier. C'est à ce titre que chaque individu est égal devant le combat à mener pour exister *avec* et *par* l'autre. On peut stigmatiser la violence qui dévaste les banlieues, mais on évite de jeter la lumière sur ces solidarités qui, au-delà des clans et des bandes, au sein des urbanités inhumaines, font briller le regard dédaigneux de tous ceux qui ne sont pas dupes de l'avenir qu'on leur prépare.

La solidarité n'a bien évidemment rien à voir avec la charité organisée par les coups médiatiques et les opérations conscience propre. Cette générosité reflète la dureté des certitudes dominantes. Je pense, ici, à l'attitude emprunte d'humour noir des Américains

bombardant les populations irakiennes pour leur distribuer ensuite des friandises dans les décombres.

Les chantres de la mondialisation économiste sont les premiers à souscrire à l'humanitaire en termes d'image. Ils trouvent en lui un moyen de communication planétaire efficace par lequel transformer leur mauvaise foi en bonnes œuvres. L'humanitaire a remplacé justement les bonnes œuvres de la société bourgeoise. Les bienfaiteurs d'antan ne visaient pas forcément des coups publicitaires. Esprit de charité d'autant plus accru qu'il était la conscience, de la part des classes enrichies, qu'elles restituaient quelque part au peuple appauvri les sommes que son avidité lui avait resquillées.

Dans le cadre de la course à l'emploi stable de plus en plus introuvable, on accompagne volontiers l'exclu dans sa détresse, mais à la condition qu'il s'engage en échange à retrouver par tous les moyens un travail, travail par lequel il donnera la preuve qu'il méritait d'être aidé. Les sujets corvéables remercient leurs bienfaiteurs si jamais ceux-ci daignaient un instant leur reconnaître une quelconque utilité. Le constat est amer: il n'y a pas de politique plus insidieuse que celle qui parvient à inculquer chez ceux qu'elle soumet la haine de la liberté. Que tous ceux que l'on jette sur les chemins de la misère exigent de l'ordre en place des réparations, cela est tout à fait légitime. Ce qui est beaucoup plus dangereux, c'est quand l'aide sociale, dévoyée par le devoir d'employabilité, aggrave la soumission de qui en était déjà réduit à mendier sa vie. S'il y a un autre système de la double peine, c'est bien celui-là: des chômeurs condamnés à l'exclusion, et condamnés également à réclamer un travail qu'on leur refuse ou qu'on leur octroie sous des formes si navrantes que l'horizon humain lui-même s'en trouve rétréci.

La façon dont André Gorz décrit la destinée humaine dans un monde où la recherche d'un travail a valeur de commandement, mérite ici qu'on le cite longuement: *"Le vocabulaire du néo-travaillisme britannique est à cet égard parfaitement explicite: l'allocation ou indemnité de chômage s'appelle "allocation de recherche d'emploi" (job-seekers allowance) et, dans les bureaux officiels de placement - auxquels les sans-emploi doivent prouver hebdomadairement qu'ils ont multiplié assidûment les démarches auprès d'employeurs potentiels*

“*La simplification, qui facilite les échanges, les dénature aussitôt.*” (Édouard Glissant)

“Soyez simple!”, dit le télé-animateur inquiet de l’indice d’audience de son émission.

L’idée de la *simplicité* comme mesure préconisée pour tout discours à l’ère de la communication postule que :

- seul a de la valeur le discours qui s’adresse à tout le monde
- celui qui ne peut être compris par tout le monde est nécessairement élitiste
- celui qui ne peut être compris par tout le monde obéit à une stratégie d’évitement et de mépris des masses, lesquelles ont le droit de comprendre ce qu’elles ne comprennent pas (surtout d’ailleurs si elles ont payé leur place ou leur redevance télé)
- point de salut, de talent, d’intelligence, de beauté sans simplicité
- l’opacité de mon langage est l’indice de mes lacunes
- celui qui ne peut pas se faire comprendre du commun des mortels ne sait pas ce qu’il dit et parle pour ne rien dire
- celui qui s’abstient de dire quoi que ce soit sur le mode communicationnel de masse est suspecté de ne pas dire ce qu’il sait mais, s’il le dit, alors il ne sait pas ce qu’il dit
- les dix millions de toxicomanes télévisuels du samedi soir et les adeptes du prime time qui font l’audience imposent aux quarante millions de Français restant l’esperanto de leur avachissement
- mais il ne faut pas le dire, car la démocratie nous ordonne de laisser les idiots s’exprimer
- plus ils sont nombreux, plus on leur donne raison d’ailleurs
- une ineptie relayée par dix millions de personnes devient un phénomène de société
- du coup, les mamasses mémés leur cirent les pompes, car si une nullité s’attire les suffrages du grand nombre, elle cesse d’être une nullité
- l’excellence atypique et le style personnel demeurent arrogants tant qu’ils ne s’accordent pas au spectre cognitif de l’ignard statistiquement moyen
- il faut trouver un compromis entre le populaire et la qualité, disent-ils, parce que eux savent bien évidemment ce que peuvent et veulent entendre les masses
- ce compromis c’est la moyenne, il faut faire du moyen
- le consommateur d’information, incapable d’accepter son ignorance et allergique à ce qu’il ne comprend pas ou ce qui déçoit ses habitudes, par une sorte de malin complexe d’infériorité, cache cette ignorance derrière une suffisance et une présomption qui l’érigent soudain en juge de l’intelligible ou du non-intelligible, du beau et du laid, du sens et du non-sens
- il demande à ce qu’il estime être des prestataires de services de fournir des efforts pour se faire comprendre, efforts qu’il n’est pas prêt à faire lui-même, car il est persuadé que son pouvoir d’achat l’autorise à acheter un savoir qui répond à ses attentes
- comme il n’a rien à dire il empêche les autres de parler
- rendu incapable de produire quoi que ce soit, ce feignant cathodique avale son produit culturel sirupeux et si jamais, quelque amertume ou émanation délétère, acidité résiduelle, viennent à en gêner le goût, il les considérera comme des malhonnêtetés dont le producteur ingrat et incompétent s’est rendu coupable, lui qui devait lui en donner pour son argent

Contrairement à ces fadaises, considérons que l’acte social le plus méprisant est celui qui consiste à se mettre au niveau des gens.

(notons qu'en France ce contrôle avant l'instauration du PARE⁶ avait lieu tous les 122 jours!) - un écriteau informe les chômeurs : "votre travail est de chercher un emploi." C'est pour cela qu'on les paie. Chercher un emploi est en quelque sorte leur emploi. Qu'il ne leur vienne surtout pas à l'idée que le temps du chômage pourrait être employé à faire autre chose que chercher "du travail" et améliorer ou entretenir leur "employabilité". Qu'ils ne se croient surtout pas autorisés de profiter du chômage pour déployer de nouveaux types d'activité, se découvrir des talents, des vocations, des possibilités hors norme, inventer leur mode de vie, créer leurs réseaux de solidarité, acquérir des capacités d'auto-organisation, d'animation, de réflexion, d'expression"⁷.

Celui qui n'a que la survie pour occupation doit, non seulement se résigner à renoncer à une vie digne de ce nom, mais plus encore, l'idée même de se révolter lui deviendra peu à peu insupportable parce qu'on a réussi à lui démontrer que la révolte contrevient aux besoins qu'il se doit de satisfaire. Cette condition insultante le dissuade à tout jamais d'imaginer que sa situation change. La liberté lui apparaît alors comme une arrogante prétention rabâchée par une politiciaille bavarde ou des intellectuels déconnectés des réalités.

La misère du monde accule alors la politique sociale à "sauver" tous ceux sur lesquels s'acharne la guerre économique qui propose, à ceux qu'elle fait trébucher dans les gouffres de l'inutilité, des dédommagements pitoyables et une forme de charité ostentatoire qu'il faut sans cesse entretenir pour maintenir la paix sociale. L'aide sociale fait acte de contrition. L'esprit chrétien (comme la vindicte des barbus) enjoint désormais chacun de porter une partie du fardeau de la misère du monde pour les besoins d'un show télévisé biblique grouillant de soutanes compatissantes et de prédicateurs apportant la bonne parole *insertionnelle*. Cette posture ruine toute possibilité de poser le problème de la misère en des termes politiques et non plus selon les affects d'une morale de la pitié qui rachète le malheur du monde par quelque geste humanitaire à défaut d'être humain.

On m'objectera que la misère, qui enchaîne les pauvres à la nécessité, les réduit également au silence. "Avec 4000 francs par mois je n'ai ni le temps ni les moyens de me poser des questions concernant le

changement de société", dira l'un à juste titre. Ce à quoi un autre répondra : "avec seulement 2000 francs par mois, et bien moi je n'ai pas d'autre choix que de me les poser." Les deux auront certainement de bonnes raisons d'avoir raison. Mais le second apportera la preuve que le poids des déterminations matérielles n'a jamais totalement raison du désir de liberté. Si la révolte n'avait jamais été que l'expression du confort de pensée de celui qui mène une vie à l'abri du besoin, l'histoire des luttes sociales n'aurait été qu'une longue accumulation de falsifications. Le problème est que la résignation suit toujours de près les recommandations du bon sens, dont les sages conseils cocufient au bout du compte toujours les pauvres. Ce bon sens conduit à une naturalisation de la condition sociale des plus démunis à laquelle ces derniers n'auraient pas moyen d'échapper. Affirmer, en effet, qu'un individu ou une classe sociale sont asservis à eux-mêmes par leur subordination aux contraintes matérielles, est aussi une manière de justifier la domination que l'on veut leur faire subir en les assignant à des limites que l'on ne veut surtout pas les voir transgresser.

Un salariat crépusculaire à l'horizon

Le trait paraît peut-être bien sombre. Mais celui qui s'attend au pire n'a que des raisons d'espérer. Pour finir, je dirais que le devenir et la transformation du travail comptent parmi les grands enjeux du 21^{ème} siècle. Il nous faut maintenant construire une vision du travail, alternative à sa réduction au seul salariat. Cette acception autre ne doit en aucun cas se diluer dans la représentation économique de l'emploi. Cette dernière assimile, en effet, le sens du travail à la rémunération dont le niveau détermine l'estime en laquelle il est tenu ; sur une échelle qui oscille entre la valorisation et la déqualification pure et simple de l'être humain.

Ces dernières années ont paru des livres affichant des titres très elliptiques comme *La fin du travail* de Jeremy Rifkin ou *Le travail, une valeur en voie de disparition* de Dominique Meda, pour ne citer que ceux-là. Il est évident que la "fin" ou la "disparition" du travail salarié, prophétisées par ces auteurs, ne sont pas à prendre au pied de la lettre. Il reste que la diminution du temps de travail est la conséquence

d'une crise du salariat qu'ils annoncent. Cette diminution aura-t-elle pour effet d'accroître pour l'individu le temps de vie improductif, préparera-t-elle l'avènement d'une société de loisirs ou rendra-t-elle possible la libération pure et simple de la damnation que représente pour la grande majorité le salariat ? Nous doutons que la philanthropie gagne soudain les travailleurs forcenés qui nous gouvernent. Quoi qu'il en soit, ils ne pourront longtemps rester sourds et aveugles à cette évolution.

Parler de la fin du travail ne milite certainement pas en faveur d'une vacuité socialement organisée, économiquement envisageable, à la manière dont un Paul Lafargue revendiquait un "droit à la paresse" ou un Robert-Louis Stevenson faisait, en son temps et non sans humour, l'éloge de l'oisiveté. André Gorz a à plusieurs reprises formulé l'hypothèse d'une régression probable de l'importance du travail-emploi tel que la société industrielle l'a défini. Selon lui, le travail-emploi, qui est la valeur centrale de la société dans la mesure où "avoir un emploi" conditionne l'appartenance de chacun à la communauté, descendrait *irrésistiblement la pente du déclin*. Le temps passé à travailler ne serait plus l'enjeu crucial par lequel on réussit ou, à l'inverse, on rate sa vie.

Pour autant, il n'est pas question ici de substituer à la société de travail une utopie du temps libre. Ces présages multiples, annonçant la fin de la société de travail, ne visent certainement pas à édifier une cité océanienne dans laquelle le caprice juvénile ou la volition spontanéiste : faire ce que l'on veut, deviendrait légion.

A mon sens, ce qui est en jeu dans ce débat, concerne la mise en question du travail salarié en tant qu'il exprime la négation et le déni de la créativité du travail. Dans cette mesure, nous devons refuser le postulat selon lequel le salariat représente la seule manière de vivre et d'œuvrer souhaitable et motivante. D'autre part, s'il y a une donnée nouvelle relative à la diminution du temps de travail, elle ne concerne pas tant l'aménagement du temps libre que l'émergence d'activités sociales autonomes, productrices de richesses parce que productrices de soi ; des activités justement capables de représenter des alternatives à la condition salariale.

Ces perspectives, aujourd'hui, sont vraisemblablement en décalage avec les réalités tangibles de l'époque. Pour celui qui louvoie au jour le jour pour trouver ou retrouver un emploi, qui consacre son temps, jusqu'à l'usure, à assurer un minimum vital, ces considérations paraîtront indécentes au regard de son dénuement. Mais la question n'en demeure pas moins insistante, même si elle fait violence au bon sens. Et le bon sens enlisé dans sa paresse n'a jamais qu'en horreur la vitalité de la pensée à se délester du poids de ce qui l'écrase.

.....
Yovan Gilles

¹Je pense ici aux différents ouvrages et analyses récurrentes d'André Gorz et de Jacques Robin publiés notamment dans la revue *Transversales Science et Culture*.

²Il est ici impossible de dresser une liste exhaustive des chercheurs travaillant sur ces questions, de Jean-Louis Laville à André Gorz, de Dominique Meda à Jeremy Rifkin, en passant par la *Revue du MAUSS* et Yves Clôt...

³in *La disqualification sociale* (Editions Fayard).

⁴Serge Paugam explique également ce basculement de la revendication sociale : "stable pour une grande majorité de salariés, l'emploi ne semblait pas en lui-même un facteur d'inégalité, le travail au contraire en était un. C'est la raison pour laquelle, la notion d'aliénation était en vogue au cours de cette période, en pleine phase d'expansion du fordisme, et que celle d'exclusion, en référence à l'emploi et aux droits sociaux, l'est autant aujourd'hui." (Idem)

⁵in *Métamorphoses du travail* (Editions Galilée).

⁶L'instauration en France d'un tel régime d'obligation pour le chômeur a pris corps en France avec l'application du Plan d'aide au retour à l'emploi (voir note 2 dans l'entretien avec Alain Caillé).

⁷in *Misères du présent, richesses du possible* (Editions Galilée).